

Individus en quête de sens : au delà de la réponse de l'Etat-nation

Global ou local ? Territoires ou réseaux ? En ce début de 21^e siècle, nous nous posons la question de nos appartenances, de ce qui nous permettrait d'articuler de façon un peu plus harmonieuse les aspirations individuelles et les processus collectifs d'échelle planétaire dans lesquels nous sommes embarqués.

Attentats terroristes, crises financières, sont venus nous rappeler que la société globalisée n'est pas le paradis promis. Un monde où les individus n'appartiendraient qu'à des réseaux fait figure d'épouvantail ; le repli sur les seules identités locales issues du passé serait une régression ; de quelles sources de sens porteuses d'avenir disposons-nous ?

Dans « Le Royaume des frères – Aux sources de l'Etat-Nation » (Grasset, 2001) Pierre Beckouche -géographe- apporte une réponse originale à cette question. Il rappelle qu'aujourd'hui l'articulation individu-collectif est d'abord assurée dans le cadre des Etats-nations, puis aborde le problème du dépassement de ceux-ci. Au delà de l'approche sociologique ou politique, la perspective anthropologique qu'il adopte fait écho à d'autres travaux menés dans le sillage du philosophe René Girard.

L'Etat-Nation comme « montage de sens » : d'où vient-il ? Comment en sortir ?

Selon certains, l'Etat-Nation, pris en tenaille entre globalisation et décentralisation, serait condamné au déclin. P.Beckouche établit le constat contraire : le modèle de l'Etat-Nation reste prégnant partout dans le monde. Né en France, généralisé en Europe à partir des guerres napoléoniennes, il achève de s'étendre au monde entier, adopté même par les peuples qui en étaient le plus éloignés culturellement (50 Etats en 1900, plus de 200 en 2000). Le XX^e siècle a été à la fois celui de la mondialisation et du développement des nations, qui ont été le pivot de celle-ci. La globalisation, le développement des réseaux transnationaux rendent paradoxalement plus que jamais nécessaire l'existence d'organisations territorialisées stables, seules en mesure de réduire l'incertitude liée à la mobilité de l'économie. Et ce sont essentiellement les Etats, même s'ils sont bousculés, qui assurent cette fonction de régulation. Economie et société conservent une trame nationale. Les Etats assurent l'éducation et la formation indispensables à l'économie moderne ; la solidarité nécessaire pour contrebalancer la flexibilité (les populations et les espaces interstitiels restent redevables du Welfare régi par les Etats) ; l'aménagement et le contrôle des territoires (en matière de transports, de gestion des risques), plus que jamais requis dans un contexte de mobilité accrue des biens et des personnes, et de développement technologique accéléré.

Pierre Beckouche constate également que ce modèle, qu'il soit revendiqué (par les souverainistes en France) ou critiqué (par les tenants de « l'Europe des régions » par exemple) reste largement impensé. Il entreprend l'histoire de sa genèse, l'exploration de ses fondements anthropologiques, afin d'en mesurer les apports et les limites, et d'examiner son avenir dans le cadre de nouvelles régulations macro-régionales et mondiales, sur la nécessité desquelles tout le monde s'accorde. Il fonde sa démonstration sur des disciplines variées : histoire, philosophie, sociologie, psychanalyse. Les travaux de Louis Dumont ont mis en évidence le modèle de la nation occidentale, qui est à la fois collectif d'individus, et individu collectif, face à d'autres individus-nations- l'espérance du XIX^e siècle était que la paix pourrait être assurée par la fraternité entre de telles nations-sœurs.

La nation est à la fois une construction volontaire fondée sur le contrat social (perspective constructiviste, illustrée par le « droit du sol » français), et une identité héritée (perspective substantialiste, illustrée par le « droit du sang » allemand). Ces deux notions sont liées dès

l'origine – voir, pour la France, les paroles de son hymne national- et en fait inséparables, ce qui est illustré par la convergence des droits français et allemands.

L'Etat-Nation est « une modalité historique d'articulation du sujet au social », le « montage de sens de la société démocratique moderne », « il est à la fois le cadre dans lequel l'idéologie individualiste a éclos, et le cadre dans lequel, comme par restauration, la mutualisation providentielle s'est bâtie ».

Pierre Beckouche s'appuie sur les « penseurs de l'entre deux » ; outre Dumont : Gauchet, Furet, Lefort, prolongeant les analyses de Tocqueville ou Mauss ; ces penseurs sont seuls en mesure d'appréhender la double nature de la nation, en articulant l'individu et le social. « Le rapport social réside d'abord dans l'individu lui-même. Penser le national implique d'articuler le psychique et le social, d'analyser la détermination réciproque entre lien social et constitution psychique du sujet ». Le politique, comme le religieux, relèvent du registre symbolique, qui inscrit l'individu dans une relation à autrui, et symétriquement, par qui l'ordre collectif prend sens pour chacun ; ils ne sont pas seulement des champs de la bataille sociale, mais constituent « une expression de l'organisation sociale dans laquelle s'inscrivent les individus ».

Les notions modernes d'individu et d'Etat ont une origine et une histoire conjointes, s'inscrivant dans une double filiation judéo-chrétienne et gréco-romaine. Pierre Beckouche cite notamment les travaux de Dumont sur l'origine chrétienne de l'individualisme ; ceux de Gauchet, qui montre comment le monothéisme permet une « dissolution de la religion » - « plus les Dieux sont forts, plus les hommes sont libres » ; ceux de Furet analysant la Révolution française et l'avènement de la nation comme changement de l'ordre symbolique. Le christianisme (« Rendez à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu ») permet de distinguer et d'articuler dialectiquement le Ciel où règne un Dieu universel, et la terre où l'individu émancipé construit son royaume. L'organisation territoriale de l'empire romain survit à travers l'Eglise ; après l'épisode de la monarchie absolue - compromis instable entre l'organisation féodale et l'Etat moderne, selon Furet- peut apparaître l'organisation en Etats-Nations. Mais tout au long de cette histoire, le rapport des individus aux sociétés reste structuré par une transcendance, qui a pour noms successifs : Dieu, le Roi, puis la Nation.

Après cette mise en perspective historique, Pierre Beckouche peut analyser le « montage de sens » particulier que constitue l'Etat-Nation.

Tout ordre symbolique fonde simultanément l'individu et le collectif ; pour ce qui est de l'Etat-Nation :

- la limite entre les individus en son sein est molle : la nation est le « royaume des frères », c'est l'univers de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, mais aussi de leur versant négatif, celui de l'envie, de la rivalité, de l'indifférenciation, versant que Tocqueville avait déjà mis à jour, et que Lacan, également convoqué, analyse comme le registre de « l'imaginaire » ;
- la limite entre les Etats-Nations est dure : la frontière, seule délimitation qui subsiste, est surinvestie et devient une véritable transcendance horizontale (voir également J.Anderson, 1995). Ce surinvestissement peut conduire à une attitude paranoïaque qui s'avère contagieuse comme pendant la guerre froide.

Pierre Beckouche relève que le développement de l'Etat-Nation est concomitant de la mutation économique moderne, où la richesse mobilière se renforce au détriment de la richesse foncière. Cette société est marquée par la coexistence paradoxale d'une solidarité financière puissante réglée par l'Etat, et d'une absence apparente de lien social ; les individus se replient sur des communautés, voire sur eux-mêmes. « Chacun règne désormais dans un royaume privé dont il est le maître absolu et le seul sujet ». Les individus ont des droits, mais plus de devoirs. On s'achemine vers une « société de victimes ». En cas de crise, cela peut

mener à une spirale de soupçon, d'accusation, d'exclusion, voire de lynchage, ce qu'illustre, déjà, l'histoire de la Révolution française.

Après avoir dégagé ce modèle de l'Etat-Nation, Pierre Beckouche envisage son avenir dans le contexte de la globalisation. Il ne conteste pas que ce modèle doive être questionné, mais il récuse un certain nombre de « fausses sorties de l'Etat-Nation » qui selon lui, sont toutes caractérisées par une survalorisation de la géographie et de la dimension « horizontale » :

- **L'économicisme** : dans une perspective libérale, le marché, établi dans le cadre de zones de libre échange macro-régionales, voire mondiale, devrait suffire pour réguler les conflits humains. Pierre Beckouche la récuse : l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts individuels régulés par le marché ou par des contrats duels ; ce modèle ne peut déboucher que sur l'exclusion d'individus ou de groupes humains (Dumouchel, 1979) et sur une insécurité généralisée. Il rappelle que l'interdépendance économique entre nations n'empêche absolument pas les guerres –celle de 1914-18 en est l'illustration. Une organisation en macro-régions - hypothèse vraisemblable car le commerce intra-régional progresse plus vite que l'interrégional, risque de conduire à l'affrontement bloc contre bloc.
- **La « société civile universelle »** : P.Beckouche conteste l'angélisme de « l'illusion juridique » selon laquelle un cadre juridique universel (les droits de l'homme, le développement durable...) pourrait, indépendamment des Etats, réguler spontanément un espace public planétaire.
- **Gouvernance et multi-appartenance** : P.Beckouche récuse également une perspective plus élaborée, celle d'une gouvernance se substituant aux gouvernements, régulant la multi-appartenance des individus. Le « libre service » dans lequel chaque individu opérerait son choix entre des appartenances à une communauté, une région, une nation, l'Europe, le monde, comporte plusieurs risques :
 - l'atomisation des systèmes de solidarité (cf. la contestation par certaines régions des péréquations nationales ou européennes) –la théorie économique enseigne que la redistribution doit être effectuée au niveau le plus élevé possible ;
 - la perte de référent symbolique ; contrairement à ce qu'induit une approche utilitariste, constructiviste, « une communauté humaine est beaucoup plus qu'une communauté d'intérêts », le contrat social est plus qu'un contrat entre individus, c'est une mise en scène du sens, une architecture politique des sociétés.

Pierre Beckouche pointe plus particulièrement certains risques liés à la **construction européenne**. Selon lui, la tentation existe de transposer le modèle « Etat-national » au niveau européen, en construisant une Europe-nation, sacralisant les droits individuels, développant l'autonomie régionale contre les Etats. Il pointe les risques de cette approche :

- risque de recherche identitaire excluante (par exemple une « Europe chrétienne », excluant la Turquie parce que musulmane).
- risque d'une Europe puissance renforçant une logique d'affrontement bloc contre bloc ;
- risque de divorce entre un niveau politique-civique européen, et un niveau sociétal-culturel restant national, qui pourrait déboucher sur un éclatement du système en cas de crise grave (crise économique, conflits communautaires).

Pierre Beckouche peut alors proposer ses propres pistes pour la « sortie de l'Etat-Nation ». Il juge tout d'abord indispensable de rendre plus visibles les institutions, l'ordre social « qui préviennent l'illusion de l'empire que l'individu pense avoir sur lui-même et donc sur autrui », tout en évitant les anciennes transcendances religieuses ou nationales. Comme le

rappelle R.Balme : «Le sens de l'appartenance politique réside moins dans l'adhésion consciente à des idéaux relativement explicites que dans la communication établie par des symboles partagés, tels que la langue, la monnaie ou les institutions représentatives. » P.Beckouche donne quelques exemples de **re-visibilisation symbolique des institutions nationales** : réaffirmation de la solidarité budgétaire nationale et des retraites par répartition ; extension à tous de l'impôt sur le revenu ; priorité à la lutte contre l'exclusion...

Sur un plan international, il juge indispensable l'affirmation d'un **ordre planétaire s'appuyant sur les nations et sur des organismes supra-nationaux** (et non transnationaux) tels que ONU, OMC, Banque mondiale, FMI. Selon lui, l'alternative se situe entre l'instauration progressive d'un gouvernement planétaire, et la constitution de blocs régionaux et d'une régulation globale placée sous le signe de la gouvernance. Il juge que, contre le 2^{ème} terme de cette alternative, il faut promouvoir le 1^{er} ; cela suppose, pour l'Europe, de poursuivre une construction européenne ouverte, en particulier au sud et à l'est de la Méditerranée, tout en la subordonnant à l'émergence d'un gouvernement global. Comme le dit Pascal Lamy, l'Europe serait le laboratoire d'une mondialisation maîtrisée.

Redonner place au symbolique : ressources culturelles et religieuses

La question des appartenances territoriales et de la cohésion est plus que jamais d'actualité, que ce soit en France; au plan européen, du fait des élargissements qui amènent à repenser le gouvernement européen, la politique de cohésion ainsi qu'une « gouvernance multi-niveaux » qui puisse répondre à la revendication légitime de subsidiarité ; au plan macro-régional (relations avec l'Europe orientale, avec le bassin méditerranéen) ; voire au plan mondial, où se pose désormais la question d'une régulation globale de l'économie et de l'environnement. Dans ce contexte, la réflexion de Pierre Beckouche apporte une tonalité originale et fondamentale.

Ce qu'on appelle en France aménagement du territoire, et au plan européen « cohésion territoriale » ; ou bien le développement durable, ne sont pas des politiques publiques parmi d'autres, mais plutôt, comme le montre P.Duran de façon convaincante, une nouvelle façon de concevoir les politiques publiques, en invitant l'ensemble des politiques, menées aux différents échelons territoriaux, à une responsabilité partagée de leurs effets, tels qu'ils sont vécus par les individus dans le concret de leur temps et de leur territoire quotidiens. L'aménagement du territoire a toujours intégré le temps long (de l'histoire à la prospective) et la pluridisciplinarité (géographie, économie, sociologie, politologie, etc...), mais Pierre Beckouche nous invite à aller plus loin, et à inclure deux perspectives supplémentaires :

- pour le diagnostic, une **perspective anthropologique**-car « nos sociétés démocratiques sont devenues comme incapables de voir les prémisses anthropologiques de leurs propres valeurs » ;
- pour l'action, une perspective **de philosophie politique et morale**, dans un registre quelque peu intempestif, dont il démontre la nécessité.

S'agissant de la **perspective anthropologique**, Pierre Beckouche nous invite à lire ou relire, on l'a vu, ceux qu'il appelle les « penseurs de l'entre deux », seuls à même d'analyser la question du lien social dans le contexte de l'individualisme moderne. Il a également recours, pour tenter de décrypter la boîte noire « individu », à la psychanalyse lacanienne. Cette analyse pourrait utilement être complétée par celles d'autres penseurs ayant exploré les mêmes contrées de « l'entre deux », en particulier René Girard. Rappelons que celui-ci a effectué une lecture globale des grands textes de la littérature occidentale depuis les tragédies grecques (n'hésitant pas, en violant allègrement les préceptes structuralistes, à remonter en

deçà vers les mythes, et encore en amont vers les rites primitifs) jusqu'aux romans contemporains, en passant par les textes de la Bible judéo-chrétienne, qui constituent à ses yeux une véritable « révélation » anthropologique. En France, notre conception étroite de la laïcité nous interdit encore trop souvent cette vision d'un corpus de la littérature universelle incluant les grands textes religieux, à laquelle appelle Emmanuel Levinas. René Girard ne prétend pas lui-même révéler un contenu caché de tous ces textes, mais bien montrer en quoi ils constituent par eux-mêmes une élucidation progressive de la nature profonde des rapports inter-individuels. La structure « mimétique » du désir, que selon lui ces textes mettent à jour, suffit à rendre compte du phénomène de socialisation, à la fois dans ses dimensions créatrice (apprentissage individuel et collectif, diffusion de l'innovation), et destructrice : le mal auquel l'homme est confronté n'est autre que sa propre violence, issue du conflit mimétique, et toutes les formes sociales successivement inventées par l'homme sont en fait des procédés « contenant » cette violence (dans les deux sens du terme : la recelant et empêchant son expansion, selon le mot de JP Dupuy):

- le mécanisme victimaire (un meurtre fondateur vient apaiser la violence collective),
- les rites sacrificiels, qui permettent de reproduire le bénéfice de ce 1^{er} meurtre,
- les systèmes judiciaires, la royauté et l'ensemble des systèmes politiques, eux mêmes issus de ces rites.

Des auteurs tels que J.P. Dupuy, P. Dumouchel, M. Aglietta, A. Orléan, ont, à la suite de Girard, montré que les mécanismes économiques modernes (le marché, la monnaie) pouvaient également être analysés comme des moyens de réguler une violence mimétique qui joue désormais à l'échelle planétaire.

L'analyse de l'Etat-nation par Pierre Beckouche s'insère parfaitement dans cette perspective. A la lecture de son ouvrage, on voit l'Etat-Nation moderne émerger, concomitamment au développement de l'économie de marché (dont l'Etat-nation est le volant d'inertie indispensable), comme un nouveau procédé social permettant de réguler les interactions des individus soi-disant autonomes. Il rappelle, contre la perspective constructiviste, que « le sens n'est pas créé par l'action volontaire des hommes ». La « transcendance horizontale » de l'Etat-Nation, analysée par Beckouche, apparaît comme l'une des formes possibles de l'« auto-transcendance » (« bootstrapping »), qu'évoque Dupuy lisant Girard et Hayek. L'Etat-Nation, dont les frontières « contiennent » la violence et constituent l'un des reliquats du sacré dans la modernité, apparaît dès lors comme une configuration adaptée à la modernité, qui aurait été comme sélectionnée dans le cadre d'un processus historique de morphogénèse sociale.

René Girard vient d'ailleurs de livrer, dans son essai « Achever Clausewitz » (2007), une pénétrante analyse de l'antagonisme franco-allemand lors des deux derniers siècles écoulés, et de ses conséquences funestes pour le reste du monde. Il se fonde pour cela sur l'œuvre de Clausewitz, qui a le premier pressenti en quoi la guerre avait changé de nature à Valmy en 1792, avec la victoire d'une armée de citoyens, qui préfigure les armées fondées sur la conscription et la mobilisation totale. Girard montre comment dès lors, contrairement au temps de l'ancien régime, la politique finit par courir derrière la guerre, devenue duel entre peuples ; la figure héroïque de Napoléon, provoquant la rivalité mimétique et le ressentiment des autres peuples et notamment des Prussiens (sentiments incarnés par Clausewitz lui-même), ne pouvait que déboucher sur l'enchaînement mécanique des victoires mal gérées et des défaites humiliantes de 1870, 1918, et vers la « montée aux extrêmes » (selon le terme de Clausewitz) de la guerre de 1939-1945. Ainsi, l'œuvre atypique d'un stratège militaire, mais aussi celle d'écrivains comme Hölderlin, Germaine de Staël ou Stendhal, rendent mieux compte de l'histoire que celle des philosophes (Hegel) ou de politologues (Aron), qui survalorisent la raison et l'Etat. La critique par Girard de la naïveté de Hegel, croyant à l'avènement quasi mécanique d'un Etat mondial, rejoint celle de Beckouche à l'égard des

constructivistes. Il invite les français à sortir de la « religion nationale », qui se manifeste par exemple par leur regard encore ambigu à l'égard de la figure de Napoléon.

Face aux sciences politiques, Girard annonce le retour de l'anthropologie. Selon lui, l'évolution ultime de la figure du partisan née pendant les guerres révolutionnaires est celle du terroriste kamikaze tristement illustrée par l'actualité. L'affrontement entre islamistes et occidentaux est analysé comme rivalité mimétique interne à la modernité, d'une nature totalement différente du « choc des civilisations » faussement diagnostiqué par Huntington. Comme le signale JP Dupuy, les actions terroristes pratiquées par Al Qaïda doivent plutôt être analysées comme les prémisses d'une guerre civile interne à la civilisation globale. Face à la perspective apocalyptique d'une montée aux extrêmes de la violence, Girard en appelle à une prise de conscience que le mimétisme est inscrit au cœur de chacun, et à une réconciliation fondée sur le renoncement à la violence, et sur l'imitation du Christ. Imitation paradoxale, car imitation d'un retrait, d'un refus de s'imposer comme modèle. Ce paradoxe interroge en retour celui des racines chrétiennes de l'Europe : car comme le dit J.Boissonnat (2005) Dieu a fait l'Europe, mais Dieu n'est pas européen.

S'agissant maintenant des **perspectives politiques**, Pierre Beckouche convainc quand il pointe la nécessité de redonner place, au sein de l'action publique, au registre « symbolique »- il cite comme composantes de ce registre : le pouvoir, la religion, la spiritualité, la culture, les valeurs. Si on doit le suivre quant à la nécessité de raviver les **devoirs** civiques, aux côtés des **droits** individuels, il paraît un peu frileux en s'en tenant à un registre surtout moral (même mâtiné de psychanalyse). Il semble écarter trop rapidement les sources de sens disponibles que sont cultures et religions. Ces dernières, judaïsme et christianisme en particulier, ont joué un rôle considérable dans l'émergence de l'individu et des sociétés modernes ; s'il ne s'agit pas de revenir au sacré – qu'elles ont d'ailleurs contribué largement à déboulonner, en quoi ne pourraient-elles pas continuer à jouer un rôle, aux côtés de toutes les formes spirituelles et culturelles, dans le cadre d'un échange ouvert entre les traditions existant à la surface du globe, respectant le principe de laïcité ? Si l'on suit R. Girard, les cultures ont eu pour fonction première, depuis l'origine de l'homme, de l'aider à réguler sa propre violence, et pourraient bien encore offrir à la fois des ressources de compréhension anthropologique, et des ressources symboliques pour ré-enchanter le débat politique au delà du cercle fort minoritaire des « propriétaires psychanalysés riches et responsables », comme P.Beckouche le dit lui-même plaisamment.

Les valeurs constituent une ressource de sens pour l' « action-ensemble » des individus (voir les travaux de Boltanski et Thévenot). Civilisations grecque et romaine, religions juive et chrétienne sont à l'origine de valeurs qui tendent à devenir universelles, telles que liberté, dignité, solidarité (Guillebaud, 1999), et les sources sont peut-être plus désaltérantes que leur seule transcription dans un texte comme la Déclaration des droits de l'homme. Comme le font remarquer Beckouche, mais aussi la psychanalyste Marie Balmary (2001), de quel père sont donc issus les frères qui doivent se manifester de la fraternité ?

Au plan européen, l'élaboration de la charte sur les droits fondamentaux, et les travaux d'élaboration du traité constitutionnel, ont été l'occasion de discuter la mention dans les textes fondateurs de l'Europe de ses sources spirituelles - le traité de Lisbonne évoque, finalement, « les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit » ; la France prend conscience que son modèle de laïcité, non dénué de vertus, doit toutefois dépasser certaines crispations datant de deux siècles. Il reste à inventer une laïcité qui ne soit pas un dogmatisme anticlérical, mais la règle de savoir-vivre ensemble d'une société multi-culturelle et –confessionnelle, où cultures et religions nourriraient la délibération de la société avec elle-

même. L'islam, souvent suspecté d'être une force de résistance à la société ouverte, réaliserait dans ce cadre son indispensable aggiornamento ; comment l'Europe s'ouvrira-t-elle aux pays musulmans des Balkans et à la Turquie? Elle porte là une responsabilité considérable.

Bibliographie :

- J.Anderson, The shifting age of politics: new medieval and postmodern territorialities? 1995
M. Balmary, Abel ou la traversée de l'Eden, Grasset, 2001
R.Balme, Les politiques du néo-régionalisme ; action collective régionale et globalisation ; Paris, Economica, 1996
P.Beckouche, Le royaume des frères, aux sources de l'Etat-nation, Grasset, 2002
J.Boissonnat, Dieu et l'Europe, Desclée de Brouwer, 2005
Boltanski, Thévenot, De la justification, Gallimard, 1991
P.Dumouchel, JP Dupuy, L'enfer de choses, René Girard et la logique de l'économie, Seuil, 1979
JP Dupuy, Introduction aux sciences sociales, logique des phénomènes collectifs, Editions Marketing, 1992
P.Duran, L'aménagement du territoire et l'invention d'une grammaire de l'action publique, in S.Wachter, L'aménagement durable : défis et politiques, Datar, Editions de l'aube, 2002
R. Girard, Mensonge romantique et vérité romanesque, Grasset, 1961
R. Girard, La violence et le sacré, Grasset, 1972
R. Girard, Achever Clausewitz, Carnets Nord, 2007
J.C. Guillebaud, La refondation du monde, Seuil, 1999
H.Lebras, Le peuplement de l'Europe, la documentation française, 1996
E.Levinas, Ethique et infini, Fayard, 1982